



Fédération des syndicats de travailleurs du rail  
17 boulevard de la libération - 93200 - Saint Denis  
Tel 01 42 43 35 75 - Fax 01 42 43 36 67  
federation-sudrail@wanadoo.fr  
www.sudrail.fr



# Mardi 13 avril : les cheminot-e-s de toute l'Europe manifestent à Lille !

*Venu-e-s d'Angleterre, d'Irlande, de Belgique, de Suisse, d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne, du Portugal, de Grèce, ..., et de France, nous serons des milliers devant l'Agence Ferroviaire Européenne, à Lille.*

## Pourquoi, manifester devant l'Agence Ferroviaire Européenne ?

L'A.F.E. est l'exemple de l'institution européenne non démocratique. Elle a été mise en place pour imposer aux salarié-e-s, et aux usagers du rail une organisation et des critères de fonctionnement basés uniquement sur le profit pour les actionnaires du privé, donc une exploitation accrue des salarié-e-s, une remise en cause de la sécurité ferroviaire.

## Les syndicats britanniques sont à l'origine de cette manifestation

L'initiative de cette manifestation revient au syndicat RMT, première force syndicale dans les chemins de fer et l'ensemble des transports en Grande Bretagne. **Les cheminot-e-s britanniques sont les mieux placé-e-s pour dire ce qu'est la « libéralisation » !** C'est ce pays qui a inauguré la vague de privatisation et d'éclatement du système ferroviaire ; avec les graves conséquences qu'on connaît, en termes d'accidents, de désorganisations, de suppressions d'emplois, de dégradation des services offerts aux usagers, etc.

Les autres syndicats britanniques du rail appellent également à cette manifestation : ASLEF, TSSA en Angleterre, SIPTU en Irlande ; le syndicat des pompiers (FBU), directement concernés par les accidents et incidents ferroviaires (encore récemment dans Eurotunnel), aussi.

## En finir avec le sectarisme !

Dès le mois de janvier, RMT a proposé à la fédération des transports de la Confédération Européenne des Syndicats d'organiser cette manifestation. Ce fut un refus. Des syndicats essaient de diviser en appelant le même jour à une manifestation à Paris, réservée aux membres de la C.E.S.

**Au contraire, le rassemblement de Lille est ouvert à tous** : syndicats adhérents à la CES, à la FSM, à aucune de ces deux organisations internationales ... **la seule motivation est de vouloir se battre ensemble contre la casse du service public ferroviaire !** Cela suppose de s'attaquer directement aux responsables de la situation, comme l'A.F.E., bras armé de la Commission Européenne pour le ferroviaire. Cela va à l'encontre des syndicats qui demandent la privatisation des chemins de fer, comme le fit le syndicat allemand Transnet. Cela passe par l'exigence d'un système ferroviaire public, intégrant l'exploitation et l'infrastructure, au contraire de ce que nous connaissons en France depuis 1997 et les gouvernements « de droite » et de « gauche » (plurielle !) successifs.

Revendiquer un service public ferroviaire de qualité, et être prêt à se battre pour ça, c'est ce qui rassemble les syndicats britanniques déjà cités, mais aussi la CGSP et le SLFP de Belgique, la fédération des cheminot-e-s et le courant syndical PAME de Grèce, la CGT du Portugal, l'ORSA d'Italie, Transparence par la base d'Allemagne, le comité de lutte de Bellinzona en Suisse, la CGT d'Espagne, LAB du Pays basque, ... des syndicats aux histoires et cultures différentes qui s'unissent face à l'urgence, et dans l'intérêt des cheminot-e-s et des usagers du rail de toute l'Europe.

**SUD-Rail se retrouve pleinement dans ce front syndical, uni pour agir à l'échelle européenne.**

## Une démarche interprofessionnelle

Services publics, emploi, luttes sociales, ... ces questions ne concernent pas que les cheminot-e-s. L'Union syndicale Solidaires appelle à la manifestation du 13 avril.

Au-delà des syndicats, des associations sont aussi présentes : ATTAC, « chemin de fer pour tous » d'Allemagne, « écologistes en action » d'Espagne, ... Pour SUD-Rail, c'est un prolongement naturel à l'appel « *pour une politique de transports de marchandises vraiment écologique et sociale* », que nous avons initié avec notre Union syndicale Solidaires, soutenu par une vingtaine d'associations et organisations politiques, et malheureusement boycotté par les autres syndicats français.

## Nous ne voulons pas additionner les accidents !

Tunnel sous la Manche, Viareggio, Montauban, Livernan, Hal, ... il faut s'attaquer aux causes des accidents ; elles trouvent leur source dans les choix politiques de l'Union Européenne, mis en œuvre par les gouvernements nationaux depuis 15 ans !

## Mardi 13 avril à 11 heures : nous serons à Lille !

Manifestation, délégation unitaire auprès de l'A.F.E., meeting international.

## **Appel européen unitaire pour la sécurité ferroviaire : non à la privatisation du rail par l'Union Européenne !**

Nous exigeons de l'Agence ferroviaire européenne (AFE) qu'elle s'engage à ne pas sacrifier la sécurité ferroviaire et l'emploi pour favoriser la concurrence et la rentabilité. Nous notons que :

- l'AFE est responsable de l'application des règles régissant le marché intérieur européen à travers les systèmes ferroviaires nationaux,
- depuis la libéralisation du fret ferroviaire en 2006, les syndicats de cheminots s'inquiètent sérieusement pour la sécurité des circulations à la suite d'une série d'accidents qui auraient pu être évités. Ces accidents ont impliqués des sociétés ferroviaires d'exploitation privées de fret dans le tunnel sous la Manche (21 août 2006 et 11 septembre 2008), à Montauban (26 avril 2008), à Livernan (21 mai 2009) et à Viareggio (29 juin 2009),
- la Commission inter-gouvernementale (CIG) sur le tunnel sous la Manche examine les règles de sécurité de circulation dans le tunnel afin de répondre aux exigences de l'Union européenne d'ouvrir le trafic international de passagers à la concurrence à partir du 1er janvier 2010 ; le secrétariat britannique de l'autorité de sécurité de la CIG a déclaré que, compte tenu de la législation ferroviaire européenne, il est temps de se demander si les règles de sécurité actuelles demeurent pertinentes,
- Eurostar est la seule société ferroviaire d'exploitation de trains de voyageurs qui satisfait le régime de sécurité en vigueur. La révision actuelle de la sécurité envisage de supprimer la condition selon laquelle, en cas d'urgence, les trains de voyageurs empruntant le tunnel doivent pouvoir se scinder en deux et partir dans des directions différentes. Les sorties de secours des portes des tunnels principaux menant au tunnel de service d'urgence sont distantes de 375 mètres. Un train de longueur standard pourrait se trouver bloqué à une certaine distance d'une issue de secours, obligeant ainsi les passagers à marcher le long des voies - éventuellement à travers la fumée- pour l'atteindre.

Nous rejetons tout affaiblissement des règles de sécurité opérationnelles régissant le trafic ferroviaire transfrontalière. Nous craignons que l'ouverture à la concurrence, contenue dans les paquets ferroviaires de l'UE, permette aux autorités nationales et internationales de privilégier les intérêts de la concurrence avant la sécurité.

Nous appelons TOUS les syndicats du transport et les organisations défendant les transports publics et l'environnement à s'opposer à la destruction systématique des réseaux ferroviaires nationaux, des emplois et des normes de sécurité suite à la libéralisation du rail issue des paquets ferroviaires de l'Union Européenne. **Nous demandons :**

- **le développement à long terme d'un système ferroviaire intégré de propriété publique, socialement responsable et de grande qualité,**
- **le développement d'un système ferroviaire avec des formations professionnelles adaptées et une prise en charge de la santé et de la sécurité des travailleurs, contribuant ainsi à assurer un service de qualité élevée et sûr pour ses usagers,**
- **la valorisation des cheminots. Valorisation qui passe par l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, la garantie des droits, un emploi permanent et statutaire. Il faut reconnaître que les travailleurs sont au cœur de l'industrie du transport,**
- **un meilleur système de négociation collective et un moyen de résoudre les conflits du travail, fondé sur l'hypothèse que la négociation des conditions de travail est symbole de progrès social.**

Les paquets de libéralisation ferroviaire de l'UE sont contraires aux perspectives syndicales et ont un effet négatif sur nos sociétés, sur les usagers du rail et les travailleurs. C'est pourquoi nous appelons à une manifestation de masse devant le siège de l'Agence ferroviaire européenne à Lille, mardi 13 avril 2010.